



Les services publics sont notre bien commun. Ils n'ont pas vocation à être rentables.

Appel de la CE de l'UD CGT91

JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS LE JEUDI 22 MARS 2018

La CE de l'UD CGT 91 appelle à soutenir et à participer aux mobilisations du 22 mars, initiées par les organisations syndicales de la fonction publique CGT, CFTC, CGC, FAFP, FO, FSU, Solidaires pour promouvoir des services publics de qualité accessibles à toutes et tous.

Aujourd'hui Macron et le gouvernement s'acharnent à mettre en place un modèle ultra libéral qui démantèle les services publics au prétexte qu'ils coûtent trop cher à la population.

Et il paraît qu'il faudrait simplifier tout ça ?

Ouvrir toujours davantage les missions de service public à la concurrence, c'est renoncer à une société de progrès social et c'est notre vie quotidienne à tous qui s'en trouve bouleversée : éducation, santé, poste, transport, énergie, eau, logement, impôts, mairie, services aux personnes âgées et handicapées...

« 2022 antisociale action » : résumé de la saison précédente ...

Demain matin je me lève une heure plus tôt pour déposer mon petit dernier à la crèche à 8 km. Mais j'ai de la chance d'avoir une place; en Essonne seuls 35 % des enfants de moins de 3 ans peuvent en avoir une.

Puis je pars en courant pour attraper un vieux RER bondé, car il n'y a plus qu'un ou deux omnibus par heure : la société qui gère ma ligne a jugé que c'était plus rentable ainsi. Je trouve une amende sur mon pare-brise en revenant ce soir, car je n'ai pas eu le temps de payer mon parking devant la gare.

A midi je dois passer à La poste de Lisses retirer un recommandé du trésor public désormais inaccessible aux usagers. Mais les horaires d'ouverture ont été réduits par souci d'économie : ouverture quotidienne de 15 h à 18 h. Du coup je fonce à la mairie pour faire renouveler ma carte d'identité : impossible ma commune n'est plus habilitée à en délivrer, je devrai faire la démarche dans une autre mairie, 10 km plus loin auprès d'agents débordés par le nombre de demandes et peu formés aux nouvelles techniques de sécurisation des cartes.

A 16 h, la maîtresse contractuelle remplaçante me téléphonera pour que je vienne chercher mon plus grand à l'école. Il s'est démis l'épaule! Je devrai faire 15 km pour trouver un service d'urgence pédiatrique pour y attendre 6 h et être reçu par un médecin qui termine sa 10^{ème} heure de garde...

D'ici quelques semaines, la Saison 2... Le projet gouvernemental est en cours de réalisation...même s'ils n'y sont pas invités, les salariés peuvent y participer !

Les politiques mises en œuvre vont venir fortement aggraver la situation : déjà, que ce soit dans les administrations de l'État, dans les hôpitaux publics et dans les collectivités territoriales, on ne compte plus les services fonctionnant dans des conditions dramatiques, sans les moyens nécessaires – qu'ils soient humains, techniques ou budgétaires –

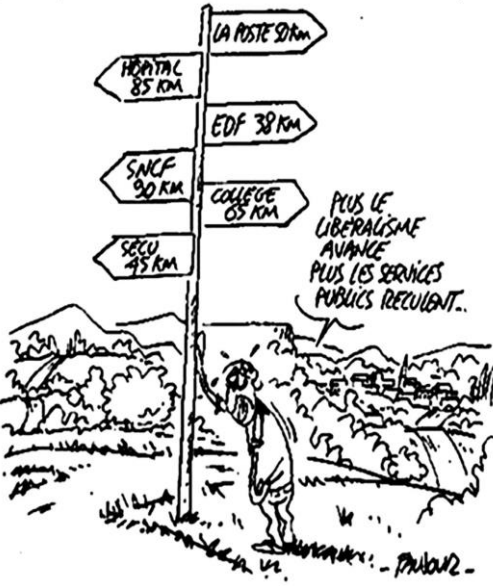
Dans de nombreux secteurs, des mouvements font irruption, se développent... C'est notamment le cas dans l'Éducation nationale, dans les EHPAD, chez les personnels pénitentiaires, dans de nombreux hôpitaux et collectivités territoriales... Partout, les mêmes exigences légitimes sont mises en avant : la véritable reconnaissance des missions publiques essentielles, une meilleure prise en compte des qualifications, des revalorisations salariales, les effectifs et les moyens pour un service public de qualité, l'amélioration des conditions de travail.

Ne nous trompons pas, il s'agit bien d'un choix de société pour toutes et tous !

Pour les salariés, outre le fait qu'ils sont nombreux à contribuer aux missions de service public, la loi travail frappe toujours plus fort avec son saccage de l'emploi, son cortège de démantèlements institutionnels, la mise à mort du financement de la sécurité sociale par les cotisations, et l'effritement accéléré de nos droits syndicaux.

Sourd aux justes revendications portées unitairement le plus souvent, le gouvernement choisit de franchir un nouveau cap le 1^{er} février dernier, c'est une nouvelle attaque d'une très grande violence à laquelle se livrent Édouard Philippe et Gérard Darmanin.

Offensive contre nos services publics	Offensive contre l'emploi
<p>> opération CAP 2022 prétend instaurer des « transferts au secteur privé, voire des abandons de missions »</p>	<p>> annonce d'un véritable plan social : 120 000 suppressions de postes dans la Fonction Publique</p> <p>> le recours accru aux contractuels et à la précarité</p>
<p>Offensive contre le salaire</p> <p>> gel du point d'indice</p> <p>> primes à la tête du client</p>	<p>Offensive contre le statut de fonctionnaire</p> <p>> individualisation des salaires</p> <p>> individualisation des carrières</p>
<p>Offensive contre la santé au travail</p> <p>> jour de carence</p> <p>> menace de suppression des Comités d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (par fusion avec les Comités Techniques)</p>	<p>Offensive contre les retraites</p> <p>> disparition des éléments du salaire brut qui préfigure la volonté d'instaurer un régime unique de retraite par point</p> <p>> mise en place de fonds de pension à la place du système de retraite par répartition</p>



Privé, public, gagnons ensemble le rapport de forces face à la régression sociale que l'on veut nous imposer.

Ensemble, faisons du jeudi 22 mars 2018, une journée de lutte interprofessionnelle